

**Communauté de Communes  
du Centre Littoral**

**Commune de Rémédios**

PREFECTURE DE LA GUYANE  
 Bureau central des impôts  
 11 mai 2012  
 Rémédios  
 97300

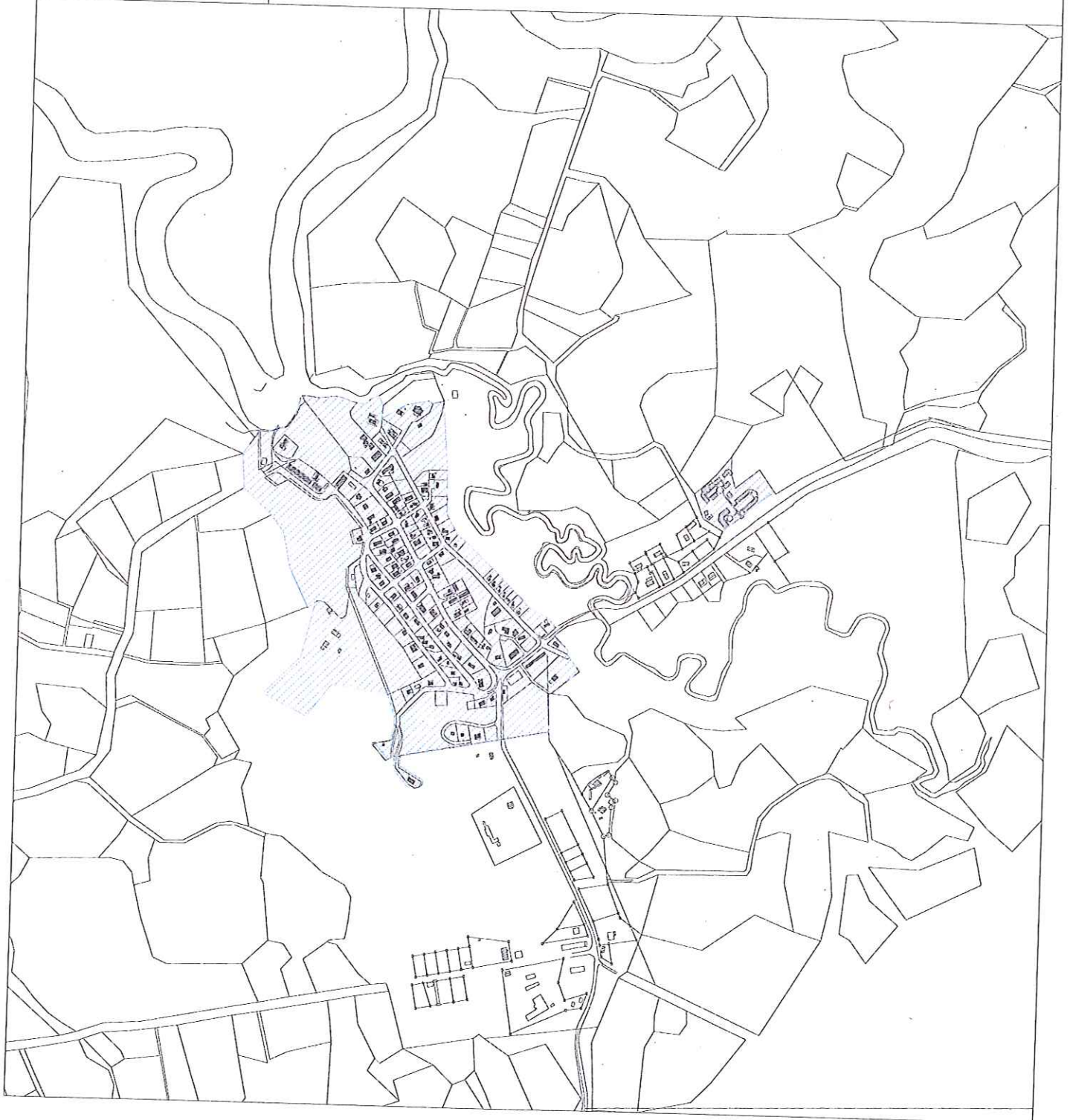
**Carte de Zonage d'Assainissement**

Le Préfet de la GUYANE	DATE	OBJET	REMARQUES
REMEDIOS ALEXANDRE	11/05/12	Ref. 1	Création de zonage
Demande pour la commune de Rémédios			
P. 1/1	02/05/12		
P. 2/1	02/05/12		
P. 3/1	02/05/12		
P. 4/1	02/05/12		
P. 5/1	02/05/12		
P. 6/1	02/05/12		
P. 7/1	02/05/12		
P. 8/1	02/05/12		
P. 9/1	02/05/12		
P. 10/1	02/05/12		

Communauté de Communes du Centre Littoral  
 97300  
 01 50 00 00 00  
 10 rue de la République  
 97300 Rémédios  
 Email: cccl@remedios.gp  
 Site: www.remédios.gp

**Légende**

- 
**Assainissement Collectif**
- 
**Assainissement non Collectif**



**Communauté de Communes  
du Centre Littoral**



**Carte de Zonage d'Assainissement**

Le Président de la C.C.C.C.	ALT	MAIR	MAIR
Edouard ALFONSO	10000	10000	10000
Président par la loi de la commune			
Région : F-100			
Code : 97301			
Code : 97301			
Code : 97301			

Communauté de Communes du Centre Littoral  
 BP 1000  
 97301 Cayenne Cedex 02  
 Tél. 05 94 22 22 22  
 Fax 05 94 22 22 22  
 Email : cccl@cccl.guyane.fr  
 Site Internet : www.cccl.guyane.fr

**Légende**

- 
**Assainissement Collectif**
- 
**Assainissement non Collectif**



**Communauté de Communes  
du Centre Littoral**





MAIRIE DE LA GUYANE  
 97300 KAYENNE  
 05 94 21 21 21

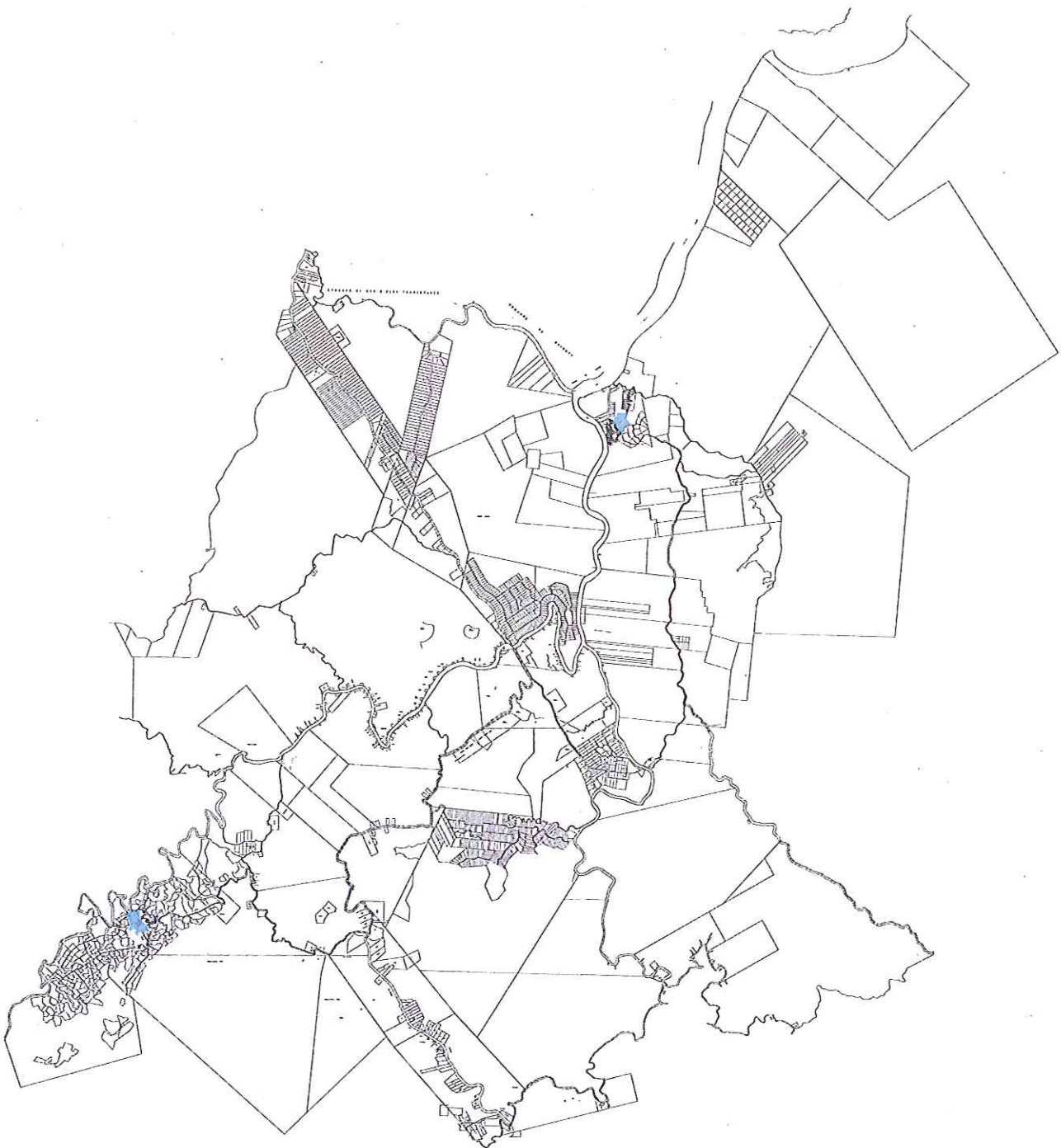
**Carte de Zonage d'Assainissement**

Le P. 100-100-100	Le P. 100-100-100	Le P. 100-100-100
Projet de loi n° 100-100-100	Projet de loi n° 100-100-100	Projet de loi n° 100-100-100
100-100-100	100-100-100	100-100-100
100-100-100	100-100-100	100-100-100
100-100-100	100-100-100	100-100-100
100-100-100	100-100-100	100-100-100

Communauté de Communes du Centre Littoral  
 97300 KAYENNE  
 05 94 21 21 21

**Légende**

- 
 Assainissement Collectif
- 
 Assainissement non Collectif





PREFECTURE DE LA GUYANE  
Bureau central du courrier  
03 AVR. 2008  
ARRIVEE  
TRANSMIS A.....

**DOCUMENT DE MISE EN ENQUÊTE PUBLIQUE  
COMMUNE DE ROURA**

CCCL

Zonage d'assainissement de Roura

**COMMUNAUTE DE COMMUNES  
DU CENTRE LITTORAL**

**Commune de ROURA**

**DOCUMENT DE MISE A L'ENQUÊTE PUBLIQUE**

## SOMMAIRE

<b>A - RAPPEL REGLEMENTAIRE .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
1) OBJECTIF .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
2) LES PRINCIPALES OBLIGATIONS .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>B - LES CRITERES DE CHOIX .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
1) QUELQUES DEFINITIONS .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
2) ELEMENTS PRIS EN COMPTE DANS L'ELABORATION DU ZONAGE DES TECHNIQUES D'ASSAINISSEMENT .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
3) ELEMENTS TECHNICO-FINANCIERS .....	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>C - APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL METHODOLOGIE .....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>D - LE CONTEXTE : .....</b>	<b>10</b>
<b>F - ZONAGE DES TECHNIQUES D'ASSAINISSEMENT .....</b>	<b>11</b>
<b>G - CONCLUSIONS .....</b>	<b>12</b>

## **A - RAPPEL REGLEMENTAIRE**

### **1) OBJECTIF**

La Loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 a consacré l'eau comme "patrimoine commun de la nation".

Les communes se voient imposer trois compétences obligatoires :

- ✦ 1° délimiter les zones d'assainissement collectif et non-collectif,
- ✦ 2° contrôler les systèmes appartenant aux particuliers,
- ✦ 3° délimiter les zones où un aménagement de la collecte et du traitement des eaux pluviales est nécessaire.

Le document de zonage présent traite du premier point et constitue la conclusion de l'étude de schéma d'assainissement. Il est le fruit de la réflexion menée par la commune de Roura et la CCCL. La CCCL est désormais compétente en matière d'assainissement collectif et non collectif.

L'étude du schéma d'assainissement de la CCCL doit être validée par un document de zonage, soumis à enquête publique.

La prise en compte des problèmes posés par l'assainissement des eaux usées permettra ainsi de rationaliser le développement communal.

### **2) LES PRINCIPALES OBLIGATIONS**

L'assainissement des eaux usées domestiques constitue une obligation pour les collectivités et les particuliers. Deux techniques juridiquement fondamentalement différentes sont possibles :

- ✦ l'assainissement collectif, basé sur une collecte et un traitement des effluents dans le domaine public, qui relève de la collectivité,
- ✦ l'assainissement non collectif, localisé dans le domaine privé, qui relève du particulier.

Si, en matière d'assainissement collectif, les choses sont claires depuis de nombreuses années, il a fallu attendre la Loi sur l'Eau de 1992 pour doter les collectivités de textes juridiques définissant leurs compétences en matière d'assainissement non collectif leur permettant ainsi d'assumer leurs responsabilités.

Sont rappelés, ci après, les principaux textes définissant les responsabilités des uns et des autres.



CONCERNANT L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF :
---

Relève de la responsabilité des propriétaires :**Article L1331-1 du Code de la Santé Publique :**

*"Les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement. Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés".*

**Articles 640, 641, et 681 du Code civil**

Il est interdit d'envoyer chez son voisin les rejets du système d'assainissement

**Article 26 du Décret du 3 juin 1994 :**

*"Les systèmes d'assainissement non collectif doivent permettre la préservation de la qualité des eaux superficielles ou souterraines"*

**Arrêté du 6 mai 1996 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2003 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif :**

Article 2 : *"Les dispositifs d'assainissement non collectif doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à ne pas présenter de risques de contamination ou de pollution des eaux, notamment celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels que la conchyliculture, la pêche à pied ou la baignade.*

*Leurs caractéristiques techniques et leur dimensionnement doivent être adaptées aux caractéristiques de l'immeuble et du lieu où ils sont implantés (pédologie, hydrogéologie et hydrologie). Le lieu d'implantation tient compte des caractéristiques du terrain, nature et pente, et de l'implantation de l'immeuble".*

**Article 22 de la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992:**

*"Quiconque a jeté, déversé ou laissé s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions ont, même provisoirement, entraîné des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune, (...), sera puni d'une amende de 2 000 F (305 €) à 500 000 F (76224 €) et d'un emprisonnement de deux mois à deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement".*

Relève de la responsabilité de la commune :**Article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

*"Les communes prennent obligatoirement en charge (...) les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif".*

*"Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif".*



**Arrêté du 6 mai 1996 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif :**

**Article 2 :**

*Le contrôle technique exercé par la commune sur les systèmes d'assainissement non collectif comprend :*

*1. La vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages. Pour les installations nouvelles ou réhabilitées, cette dernière vérification peut être effectuée avant remblaiement;*

*2. La vérification périodique de leur bon fonctionnement qui porte au moins sur les points suivants :*

- vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et de leur accessibilité,*
- vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,*
- vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse toutes eaux.*

*Dans le cas d'un rejet en milieu hydraulique superficiel, un contrôle de la qualité des effluents peut être effectué. Des contrôles occasionnels peuvent en outre être effectués en cas de nuisances constatées dans le voisinage (odeurs, rejets anormaux).*

*3. Dans le cas où la commune n'a pas décidé la prise en charge de leur entretien:*

- la vérification de la réalisation périodique des vidanges,*
- dans le cas où la filière en comporte, la vérification périodique de l'entretien des dispositifs de dégraissage"*

**Article L1331-11 du Code de la Santé Publique :**

Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour l'application des articles L.1331-4 et L.1331-6 ou pour assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et leur entretien si la commune a décidé sa prise en charge par le service.

**Article L.421-3 du Code de l'Urbanisme :**

La délivrance du permis de construire ne peut être effective que si le dispositif d'assainissement figure sur le plan de masse coté de la construction. (assainissement collectif ou non collectif)

<b>CONCERNANT L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF :</b>
--

**Relève de la responsabilité des propriétaires :**

**Article L1331-1 du Code de la Santé Publique :**

*"Le raccordement des immeubles aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans un délai de deux ans à compter de la mise en service de l'égout".*

**Relève de la responsabilité de la commune :**

**Article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

*"Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent (...)".*

CONCERNANT LE ZONAGE DES TECHNIQUES D'ASSAINISSEMENT
--

**Article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

*"Les communes ou leur établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :*

*- 1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,*

*- 2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elle le décide, leur entretien,*

*- 3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement,*

*- 4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement".*

## B - LES CRITERES DE CHOIX

### 1) QUELQUES DEFINITIONS

L'assainissement des eaux usées domestiques peut être envisagé selon deux types de filières :

#### L'assainissement non collectif.

Chaque habitation doit traiter ses eaux usées selon des techniques conformes à la réglementation de 1996, dont la conception et la mise en oeuvre sont normalisées depuis 1992 dans un Document Technique Unifié (DTU 64-1).

Selon cette réglementation, la filière individuelle doit obligatoirement comporter :

✚ un pré traitement :

Il s'agit d'une fosse toutes eaux collectant l'intégralité des eaux usées de l'habitation (cuisine, salle de bain, WC), dont le volume est fonction de la capacité d'accueil de l'habitation.

✚ un traitement adapté à la nature des sols.

Il peut s'agir de :

- tranchées d'épandage (ou tranchées d'infiltration),
- d'un filtre à sable vertical non drainé (ou sol reconstitué),
- d'un filtre à sable vertical drainé,
- d'un tertre d'infiltration non drainé.

Le descriptif technique de ces techniques est donné succinctement en annexe du rapport général. Pour toutes applications pratiques, se référer au D.T.U. 64.1.

Ces installations sont réalisées dans le "domaine privé".

#### L'assainissement collectif

Est appelé assainissement collectif toutes techniques d'assainissement basées sur une collecte des eaux usées dans le domaine public (réseau d'assainissement) conduisant à une station d'épuration également implantée dans le domaine public. Les caractéristiques de cette station sont alors fonction de l'importance des flux à traiter, des objectifs à atteindre en terme de qualité de rejet, des possibilités techniques d'implantation.



## **2) ELEMENTS PRIS EN COMPTE DANS L'ELABORATION DU ZONAGE DES TECHNIQUES D'ASSAINISSEMENT**

Il n'est pas possible d'envisager sur la commune de MATOURY un assainissement collectif généralisé, pour des raisons techniques et financières évidentes. Dans la mesure du possible, il convient de privilégier l'assainissement le plus adapté aux vues des critères de choix pris en compte lors de l'étude de schéma directeur d'assainissement de la CCCL.

Les choix opérés par la collectivité en matière de zonage des techniques d'assainissement intègrent les paramètres suivants :

✱ la qualité des sols présents plus ou moins favorables à la mise en oeuvre de techniques individuelles.

Pour réaliser de l'assainissement non collectif dans de bonnes conditions, il faut être en présence de sols sains, profonds, perméables. Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, il faut faire appel à des techniques de substitution basées sur de la filtration sur sable. Le dispositif peut alors être drainé lorsque la perméabilité du sol est insuffisante : il doit alors s'agir de dispositifs exceptionnels.

✱ les possibilités techniques de mise en oeuvre des filières individuelles

Avec notamment la prise en compte des problèmes posés par la superficie des parcelles attenantes, la topographie, l'occupation des parcelles, la présence d'exutoire en limite de propriété.

✱ la sensibilité du milieu

C'est à dire la nécessaire protection des ressources en eau (nappes, rivières, ruisseaux, étangs).

✱ les problèmes relevant de l'hygiène publique

Notamment les écoulements d'eaux usées dans les caniveaux ou les fossés conduisant à des nuisances sanitaires et olfactives.

✱ les perspectives de développement communales

La prise en compte des zones constructibles du document d'urbanisme été utilisée pour définir les zones d'études.

### 3) ELEMENTS TECHNICO-FINANCIERS

L'assainissement collectif coûte cher. Pour être économiquement supportable par la collectivité (donc par les utilisateurs), il est indispensable d'avoir un ratio "nombre de raccordements / linéaire de canalisation posée" le plus élevé possible. La limite économique se situe autour d'une valeur d'un branchement pour 25 à 30 mètres de canalisation posée (en gravitaire). Au-delà de cette limite, il est économiquement préférable de maintenir les habitations en assainissement non collectif.

Ne sont donc pas économiquement collectables sur un réseau :

- les secteurs où l'habitat est globalement diffus,
- les habitations trop éloignées du réseau,
- les habitations en situation topographique défavorable, pour lesquelles un raccordement supposerait des investissements disproportionnés en regard du nombre d'habitations raccordées (refoulement).

Le zonage défini sur ces principes est donc un compromis qui doit permettre de répondre aux exigences imposées par la protection du milieu, la salubrité publique et le développement futur, tout en restant compatible avec les possibilités financières de la collectivité en charge de l'assainissement.

## C - APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL METHODOLOGIE

Les lithologies superficielles des différentes zones d'études, ont été reconnues grâce à une recherche bibliographique des études déjà réalisées sur ces zones (études géotechniques, pédologiques, hydrogéologiques.....), par différents organismes ou bureaux d'études.

La réalisation de sondages (sondages réalisés à la tarière à main) ont également permis de compléter cette lithologie qui intervient à la décision du choix de la filière selon deux critères :

- La nature lithologique :
  - ✚ favorable quand les terrains sont filtrants et drainants de type sable et limon,
  - ✚ peu favorable quand les terrains sont imperméables ou peu perméables de type argile et argile sableuse.
- La profondeur de l'hydromorphie (indices sur la profondeur de la nappe en hautes eaux) :
  - ✚ favorable quand les traces sont présentes à plus de 1,00 m de profondeur,
  - ✚ défavorable quand elles situent à moins de 1,00 m de profondeur.

L'élaboration de la carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif a été basée sur une méthodologie et une représentation cartographique qui prend en compte plusieurs paramètres :

- ✚ profondeur de la nappe phréatique (ou du socle)
- ✚ lithologie des formations superficielles
- ✚ présence d'indices d'hydromorphie soulignant la présence de nappes d'imbibition temporaires ou la remontée de la nappe phréatique
- ✚ pente de terrain
- ✚ présence d'exutoires pour les eaux épurées (fossés mères ou routiers).

Cette méthodologie, appliquée depuis une quinzaine d'années en métropole, a été adaptée au contexte guyanais, où la difficulté majeure réside dans l'estimation des profondeurs maximales de remontée des nappes souterraines en période des pluies. Nous avons donc considéré dans cette étude :

- ✚ les venues d'eau observées lors des sondages
- ✚ les indices d'hydromorphie (encroûtements, marbrures, nodules, ...)
- ✚ le contexte géomorphologique local, associé à la zone côtière, aux zones marécageuses et à un réseau hydraulique souvent dense.

Nous rappelons que la carte d'aptitude des sols (consultable à la CCCL) définit la faisabilité technique ou non d'un assainissement non collectif, **mais ne peut répondre à l'échelle parcellaire à la définition de la filière, surtout dans le contexte litho-pédologique très hétérogène des sols.**



**D – LE CONTEXTE :**

La commune de Roura ne dispose pas encore de document d'urbanisme. Le zonage d'assainissement s'attachera donc à fournir des indications techniques (sans rendre les parcelles pour autant constructible) pour gérer la phase transitoire des années à venir.

Le territoire communal est très vaste et la démographie évolue très lentement. L'assainissement non collectif joue donc un rôle prépondérant sur la commune.

Au niveau de l'assainissement collectif deux projets sont clairement identifiés :

- \* le projet de réhabilitation de la lagune de Roura,
- \* la réhabilitation des voiries de Cacao en incluant le volet eaux usées.

Le zonage d'assainissement sera donc majoritairement orienté vers l'assainissement non collectif en incluant les deux projets d'assainissement collectif.

## E - ZONAGE DES TECHNIQUES D'ASSAINISSEMENT

Au regard des éléments de l'étude il apparaît que l'assainissement non collectif est le plus approprié sur une large partie du territoire communal. L'assainissement collectif n'est retenu que pour les secteurs à forte densité d'habitat ou dans le cas d'une urbanisation future assez dense.

Le zonage présenté sur une carte au 1/ 5 000 (annexe 1) symbolise les choix effectués par la Communauté de Communes du Centre Littoral en matière de techniques d'assainissement par délibération en date du 12 octobre 2004 (annexe 2).

Il représente l'engagement de la collectivité à moyen terme en matière de réalisation de travaux pour l'assainissement collectif. Les conséquences de ces choix devront être intégrées au futur document d'urbanisme.

Apparaissent sur cette carte :

✦ **Zones traitées en assainissement collectif (COULEUR BLEUE)**

✦ **Pour le reste du territoire communal l'assainissement sera de type non collectif. Les dispositifs à mettre en oeuvre devront être cohérents avec la nature des sols.**

Concernant les eaux pluviales il n'y a pas de secteurs nécessitant d'aménagement pour la collecte et le traitement des eaux pluviales. Dans le contexte guyanais il sera quand même très important lors de la réalisation de projet collectif de ne pas négliger l'aspect eau pluviale.

## F - CONCLUSIONS

L'étude du schéma communal d'assainissement et ses conséquences en matière de techniques d'épuration est un document important en terme d'urbanisme.

En effectuant ces choix, la collectivité s'engage sur une réalisation de travaux, dont la programmation dans le temps est fonction de nombreux paramètres essentiellement financiers (capacité de financement, octroi d'aides diverses...).

Le schéma d'assainissement et le zonage qui en découle ne sont pas des éléments figés. Une remise à jour de ce document apparaît nécessaire périodiquement comme pour tout document d'urbanisme en fonction de l'évolution de la commune.

Les habitations non concernées par les réseaux précédents relèvent d'assainissement non collectif. Il est du ressort du propriétaire d'équiper l'habitation d'un dispositif individuel adapté et performant (article L. 1331-1 du code de la santé publique). La collectivité aura pour charge, à échéance du 31 décembre 2005, d'assurer le contrôle technique des dispositifs ainsi que la vérification périodique du bon fonctionnement (arrêté du 6 mai 1996).

Les interventions de la collectivité se feront dans le cadre d'un S.P.A.N.C. (Service Public d'Assainissement Non Collectif), dont les modalités d'application et de financement restent à définir.

Dans l'attente du passage d'un réseau, les habitations ne sont pas juridiquement dispensées d'être équipées d'un assainissement non collectif convenable. Le problème se posera en particulier pour les futures maisons neuves, situés sur le trajet d'un réseau non encore réalisé : elles devront s'équiper d'un assainissement non collectif aux normes performant, un délai d'amortissement à définir avant raccordement pouvant dans certains cas être consenti. Les Services Techniques du syndicat pourront apporter toutes les précisions utiles pour régler ces problèmes particuliers, en fonction de la programmation des tranches de travaux.



# ANNEXE 1

Carte de zonage des techniques d'assainissement

CCCL

Zonage d'assainissement de Roura

## ANNEXE 2

Délibération de la CCCL

**ANNEXE EXPLICATIVE  
DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT**



ANNEXE EXPLICATIVE DU ZONAGE  
D'ASSAINISSEMENT

---

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CENTRE LITTORAL

## SOMMAIRE

1.	Contexte Juridique.....	4
1.1.	Historique.....	4
1.2.	De nouvelles compétences .....	4
1.3.	Les principales obligations .....	5
1.3.1.	Concernant l'assainissement non collectif.....	5
1.3.2.	Concernant l'assainissement collectif.....	7
2.	Quelques rappels définitions.....	9
2.1.	L'assainissement non collectif.....	9
2.1.1.	Descriptif.....	9
2.1.2.	Les différentes filières de traitement.....	10
2.2.	La carte d'aptitude des sols.....	10
3.	Conséquences et utilisations du document de zonage .....	11
3.1.	Conséquences sur l'urbanisme .....	11
3.2.	Instruction des demandes d'urbanismes .....	11

## AVANT-PROPOS

L'eau est une ressource stratégique pour le développement de la société civile et l'économie. Ces usages sont multiples : domestiques, industriels et agricoles. Ces différentes utilisations de l'eau doivent rester compatibles avec la sauvegarde et la protection de l'environnement naturel et peuvent entrer en compétition dès lors que la ressource vient à manquer ou que sa qualité est dégradée. C'est pourquoi a été élaboré un cadre réglementaire, basé sur un modèle de gestion écologique et économique de la ressource en eau. Ce cadre est fourni par la loi sur l'eau N° 92-3 du 3 janvier 1992.

Les dispositions de cette loi, ont pour objet une gestion équilibrée de la ressource en eau, en assurant notamment :

- ↓ la préservation des écosystèmes aquatiques,...
- ↓ la protection contre toute pollution et la restauration de la qualité des eaux superficielles et souterraines, ...
- ↓ le développement et la protection de la ressource en eau,
- ↓ la valorisation de l'eau comme ressource économique et la répartition de cette ressource de manière à satisfaire ou à concilier, lors des différents usages, activités ou travaux les exigences :
  - de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable de la population, ...
  - de la conservation et du libre écoulement des eaux, ..." (art. 2).

C'est donc dans un objectif :

- ↓ **sanitaire** (évacuer rapidement et sans stagnation hors des habitations et des agglomérations tous les déchets d'origine humaine ou animale susceptibles de donner naissance à des putréfactions ou des odeurs) et,
- ↓ **de protection de l'environnement** (éviter que les produits évacués puissent contaminer dans des conditions dangereuses, le milieu récepteur), qu'intervient la mise en place d'un schéma directeur d'assainissement.

Ce dernier amène ainsi, les communes, après enquête publique, à délimiter :

- ↓ les **zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques, le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,
- ↓ les **zones d'assainissement non collectif** où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien." (art. 35-1 de la loi sur l'eau).

Ces documents, élaborés notamment en fonction de la nature des sols et des contraintes liées à la typologie de l'habitat, doivent conclure sur un zonage communal des techniques d'assainissement pour les eaux usées domestiques, zonage soumis ensuite à enquête publique.



## 1. CONTEXTE JURIDIQUE

### 1.1. Historique

La Loi sur l'Eau N° 92-3 du 3 Janvier 1992 redéfinit le rôle des communes en matière d'assainissement qui se limitait jusqu'alors au seul assainissement collectif, l'assainissement autonome relevant de la compétence exclusive des personnes privées.

En effet, jusqu'à la promulgation de cette dernière, l'assainissement autonome relevait uniquement vis-à-vis de son installation et de son fonctionnement des prescriptions techniques édictées par l'arrêté du 3 mars 1982 modifié, de la circulaire d'application du 20 août 1984 et des dispositions pertinentes du Règlement Sanitaire Départemental (article 30). Vis-à-vis des compétences des Collectivités Territoriales, l'assainissement autonome ne devait être considéré que pour déterminer sa limite d'emploi, en fonction de l'obligation de raccordement aux réseaux collectifs d'assainissement, existants ou nouveaux, établie par les articles L1331-1, L1331-2 et L1331-9 du Code de la Santé Publique.

Le titre II, chapitre 2, de la Loi sur l'Eau modifie donc cette situation en définissant des obligations et des responsabilités globales des Collectivités Territoriales en matière d'assainissement, et en faisant entrer l'assainissement autonome dans le champ de leurs compétences par une modification du Code des Communes.

### 1.2. De nouvelles compétences

L'article 35-III de cette Loi introduit des compétences nouvelles :

*"Les communes ou leurs groupements délimitent après enquête publique :*

- ✦ *les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*
- ✦ *les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien ;*
- ✦ *les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*
- ✦ *les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement."*

L'arrêté du 6 Mai 1996 sur "les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif" fixe ces dernières "de manière à assurer leur compatibilité avec les exigences de santé publique et de l'environnement". Hormis le fait qu'il reprend les règles classiques de dimensionnement du DTU 64.1 de 1998 sur la "mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome", ce dernier modifie la réglementation en interdisant les rejets dans des puisards, sauf dérogation et en n'acceptant le rejet vers le milieu hydraulique superficiel qu'à titre exceptionnel ; il impose également une qualité minimale du rejet (30 mg/l de M.E.S. et 40 mg/l de DBO<sub>5</sub> sur un échantillon non décanté de 2 heures) et un entretien régulier (vidanges périodiques,...).

De plus, l'arrêté du 6 Mai 1996 sur "les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif" amène ces dernières à :

- ⬇ vérifier du point de vue technique "la conception, l'implantation et la bonne exécution des ouvrages" ;
- ⬇ vérifier périodiquement "leur bon fonctionnement" (bon état des ouvrages, ventilation et accessibilité) ;
- ⬇ vérifier "le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif de traitement" et "l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse toutes eaux"
- ⬇ vérifier "la réalisation périodique des vidanges et l'entretien des dispositifs de dégraissage" si la commune n'a pas pris en charge l'entretien.

La circulaire du 22 Mai 1997 explicite les conditions de mise en œuvre de ces nouvelles dispositions par des commentaires sur les arrêtés du 6 mai 1996 et du 24 décembre 2003, en particulier, sur leurs articulations avec les autres domaines connexes (Code de la santé publique, droit des sols, pouvoir de police du maire et du préfet), par des précisions sur la conduite à tenir pour les études préalables au zonage d'assainissement et sur les conditions techniques pour le choix des dispositifs ou leur dimensionnement.

Ainsi, les communes :

- ⬇ doivent délimiter, après enquête publique, les zones relevant de l'assainissement collectif et celles relevant de l'assainissement non collectif ;
- ⬇ doivent assurer le contrôle des systèmes d'assainissement non collectif qui doivent être conformes aux textes en vigueur, c'est-à-dire par rapport au sol en place et par rapport aux règles de mise en œuvre du DTU 64.1 ;
- ⬇ peuvent prendre directement en charge ou financer l'entretien de l'assainissement autonome dans les limites qu'elles fixeront, puisqu'il ne s'agit que d'une possibilité, même si elles sont tenues de vérifier leur bon fonctionnement et la réalisation effective de cet entretien ;
- ⬇ ont jusqu'au 31 décembre 2005 pour mettre en place le contrôle des dispositifs d'assainissement autonome.

### 1.3. Les principales obligations

Une fois le zonage délimité et approuvé par une enquête publique il existe deux secteurs bien distincts ou les obligations sont propres à chacune des zones d'assainissement collectif ou non collectif.

#### 1.3.1. Concernant l'assainissement non collectif

##### ❖ RESPONSABILITE DES PROPRIETAIRES

##### Article L1331-1 du Code de la Santé Publique :

"Les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement. Cette obligation ne

Document annexe au zonage d'assainissement



*s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés".*

**Articles 640, 641, et 681 du Code civil**

**Il est interdit d'envoyer chez son voisin les rejets du système d'assainissement**

**Article 26 du Décret du 3 juin 1994 :**

*"Les systèmes d'assainissement non collectif doivent permettre la préservation de la qualité des eaux superficielles ou souterraines"*

**Arrêté du 6 mai 1996 modifié par l'arrêté du 24 décembre 2003 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif :**

Article 2 : *"Les dispositifs d'assainissement non collectif doivent être conçus, implantés et entretenus de manière à ne pas présenter de risques de contamination ou de pollution des eaux, notamment celles prélevées en vue de la consommation humaine ou faisant l'objet d'usages particuliers tels que la conchyliculture, la pêche à pied ou la baignade.*

*Leurs caractéristiques techniques et leur dimensionnement doivent être adaptées aux caractéristiques de l'immeuble et du lieu où ils sont implantés (pédologie, hydrogéologie et hydrologie). Le lieu d'implantation tient compte des caractéristiques du terrain, nature et pente, et de l'implantation de l'immeuble".*

**Article 22 de la Loi sur l'eau du 3 janvier 1992:**

*"Quiconque a jeté, déversé ou laissé s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines ou les eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions ont, même provisoirement, entraîné des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune, (...), sera puni d'une amende de 2 000 F à 500 000 F et d'un emprisonnement de deux mois à deux ans, ou de l'une de ces deux peines seulement".*

❖ **RESPONSABILITE DES COMMUNES**

**Article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

*"Les communes prennent obligatoirement en charge (...) les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif".*

*"Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif".*

**Arrêté du 6 mai 1996 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif :**

**Article 2 :**

*"Le contrôle technique exercé par la commune sur les systèmes d'assainissement non collectif comprend :*

- 1. La vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages. Pour les installations nouvelles ou réhabilitées, cette dernière vérification peut être effectuée avant remblaiement;*



2. La vérification périodique de leur bon fonctionnement qui porte au moins sur les points suivants :

- vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et de leur accessibilité,
- vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
- vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse toutes eaux.

Dans le cas d'un rejet en milieu hydraulique superficiel, un contrôle de la qualité des effluents peut être effectué. Des contrôles occasionnels peuvent en outre être effectués en cas de nuisances constatées dans le voisinage (odeurs, rejets anormaux).

3. Dans le cas où la commune n'a pas décidé la prise en charge de leur entretien :

- la vérification de la réalisation périodique des vidanges,
- dans le cas où la filière en comporte, la vérification périodique de l'entretien des dispositifs de dégraissage"

#### **Article L1331-11 du Code de la Santé Publique :**

Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour l'application des articles L.1331-4 et L. 1331-6 ou pour assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et leur entretien si la commune a décidé sa prise en charge par le service.

#### **Article L 421-3 du Code de l'Urbanisme :**

La délivrance du permis de construire ne peut être effective que si le dispositif d'assainissement figure sur le plan de masse de la construction. (assainissement collectif ou non collectif )

### **1.3.2. Concernant l'assainissement collectif**

#### **❖ RESPONSABILITE DES PROPRIETAIRES**

#### **Article L1331-1 du Code de la Santé Publique :**

« Le raccordement des immeubles aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire dans le délai de deux ans à compter de la mise en service de l'égout.

Un arrêté interministériel détermine les catégories d'immeubles pour lesquelles un arrêté du maire, approuvé par le représentant de l'Etat dans le département, peut accorder soit des prolongations de délais qui ne peuvent excéder une durée de dix ans, soit des exonérations de l'obligation prévue au premier alinéa.

*Il peut être décidé par la commune qu'entre la mise en service de l'égout et le raccordement de l'immeuble ou l'expiration du délai accordé pour le raccordement, elle perçoit auprès des propriétaires des immeubles raccordables une somme équivalente à la redevance instituée en application de l'article L. 2224-12 du code général des collectivités territoriales.*

*Les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement. Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés. »*

#### ❖ RESPONSABILITE DES COMMUNES

##### **Article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

*"Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent (...)"*

## 2. QUELQUES RAPPELS DEFINITIONS

Dans ce rapport, un certain nombre de termes plus ou moins techniques sera utilisé et il est important de les définir précisément :

- ↓ **L'assainissement collectif** : c'est l'assainissement des eaux usées domestiques d'un nombre plus ou moins important d'habitations, collectées dans un réseau et épurées sur un site de traitement qui appartiennent au domaine public.
- ↓ **L'assainissement non collectif** : c'est l'assainissement des eaux usées domestiques d'une seule habitation ou d'un groupe de logements par un dispositif de collecte et de traitement situé en domaine privé.
- ↓ **L'équivalent-habitant** : c'est une notion qui sert à définir une pollution standard de référence pour le dimensionnement des réseaux et des stations de traitement. Il est défini par un arrêté d'application du 30 Décembre 1981 et représente la charge polluante suivante :
  - un volume d'eaux usées de 150 l/j,
  - 60 g/j de DBO<sub>5</sub> (Demande Biologique en Oxygène à 5 jours),
  - 90 g/j de MES (Matières En Suspension),
  - 14 g/j de N (Azote),
  - 4 g/j de P (Phosphore).

### 2.1. L'assainissement non collectif

#### 2.1.1. Descriptif

Conformément aux l'arrêts du 6 mai 1996, du 24 décembre 2003 et au DTU 64.1 (règle de l'art devenu projet de norme), le fonctionnement d'un assainissement individuel se compose de 3 phases successives :

- ↓ un **prétraitement** réalisé par une fosse toutes eaux qui reçoit à la fois les eaux vannes et ménagères et permet d'assurer 2 fonctions :
  - physique : décantation des matières fécales et autres matières en suspension
  - biologique : liquéfaction et digestion des boues par fermentation anaérobie.
- ↓ un **traitement** proprement-dit, réalisé par une filière qui doit être adaptée au type de sol en place ; le but est, d'une part d'assurer l'épuration par voie aérobie des effluents prétraités, et d'autre part, d'utiliser les capacités épuratrices du sol (filtration et bactéries).
- ↓ une **dispersion** de l'effluent traité qui peut être réalisée soit in-situ, c'est-à-dire au sein du sol en place dans le cas d'une bonne perméabilité, soit au niveau du milieu hydraulique superficiel permanent (cours d'eau), ou au niveau d'un puits d'infiltration, ce qui nécessite une autorisation préfectorale.



### 2.1.2. Les différentes filières de traitement

Les filières de traitement doivent être adaptées au type de sol en place :

- ✦ **Tranchées d'infiltration** : ce dispositif se compose de tuyaux d'épandage, placés horizontalement dans un ensemble de tranchées. Elles sont préconisées sur les sols les plus favorables, sans facteur limitant, la dispersion s'effectuant in-situ.

De plus, deux systèmes palliatifs dérivant de ce principe peuvent être préconisés :

- les tranchées filtrantes et drainage inter-tranchées : des tranchées drainantes sont alors intercalées aux tranchées filtrantes pour permettre d'évacuer l'eau ; ce dispositif est préconisé sur les sols peu perméables et sous-sols peu à très peu perméables.
- les tranchées filtrantes et drainage amont : une tranchée drainante est mise en place à l'amont des tranchées filtrantes afin de les protéger des eaux de ruissellement qui sont évacuées vers un fossé ; ce dispositif est préconisé sur les sols et sous-sols peu perméables à pente moyenne.
- ✦ **Lit d'épandage à faible profondeur** : il est à prescrire sur les sols favorables, à dominante sableuse où la réalisation de tranchées apparaît difficile. Il se constitue d'une fouille unique à fond horizontal.
- ✦ **Filtre à sable vertical drainé ou non** : il consiste à substituer au sol en place, présentant des caractéristiques défavorables, un matériau filtrant plus adapté. Si le sous-sol ne peut pas assurer la dispersion de l'effluent traité, il convient alors de mettre en place, à la base du lit, un drainage qui doit permettre l'évacuation de l'effluent traité vers le milieu hydraulique superficiel, voire, en dernier recours, vers un puits d'infiltration.
- ✦ **Filtre à sable horizontal drainé** : il est à prescrire dans le cas où le sol est défavorable et si les caractéristiques du site ne permettent pas l'implantation d'un filtre à sable vertical drainé, compte tenu du niveau de l'exutoire. Le transit de l'effluent dans ce dispositif se réalise de manière sub-horizontale. Cette filière ne figure plus dans le D.T.U. de 1998.
- ✦ **Terre d'infiltration** : c'est un filtre à sable réalisé au-dessus du sol en place afin de se protéger des remontées de nappes ou des zones inondables. Il peut être drainé ou non suivant les possibilités de dispersion.
- ✦ **Lit à massif de zéolite** : il s'agit du même principe que le filtre à sable, celui-ci étant remplacé par de la zéolite possédant une surface spécifique plus grande et permettant de réduire la surface du filtre.
- ✦ **D'autres dispositifs**, plus compacts, existent, mais l'ensemble de ces systèmes restent à préconiser de manière exceptionnelle pour pallier à des contraintes particulières.

### 2.2. La carte d'aptitude des sols

La carte d'aptitude des sols effectuée dans le cadre de l'étude de schéma directeur d'assainissement est un outils d'aide à la décision pour effectuer le zonage d'assainissement et ne présente pas une précision suffisante pour être un outils de prescription à la parcelle.



### **3. CONSEQUENCES ET UTILISATIONS DU DOCUMENT DE ZONAGE**

#### **3.1. Conséquences sur l'urbanisme**

Il est indispensable, des lors que le document de zonage existe et qu'il est opposable aux tiers, d'avoir une réflexion sur la taille des parcelles. Si le document de zonage ne peut pas préconiser de taille de parcelle minimum le service public d'assainissement non collectif pourra lors de l'instruction du dossier d'assainissement déposé par le pétitionnaire juger de la faisabilité de celui-ci. Notamment par la vérification de l'implantation de la maison et de son système d'assainissement sur la parcelle (nécessité de demander un plan de masse avec implantation du système d'assainissement choisi). Cela permettra la vérification d'une part des distances de sécurités par rapport aux limites de parcelles, à la maison et éventuellement par rapport à un puits, d'autre part de vérifier l'adéquation sol filière et enfin de conclure sur la faisabilité de l'assainissement par rapport à la taille de la parcelle.

Ainsi la taille de la parcelle n'est pas imposée mais étudiée au cas par cas par le service instructeur de l'assainissement non collectif.

Le cas échéant il sera préférable dans l'avenir d'éviter au maximum les lotissements privés avec mini station d'épuration dans les zones d'assainissement non collectif.

#### **3.2. Instruction des demandes d'urbanismes**

La carte de zonage d'assainissement renvoie donc à deux techniques d'assainissement bien distinct, l'assainissement collectif et le non collectif. Si pour l'assainissement non collectif un seul cas de figure apparaît, il n'en est pas de même pour les zones d'assainissement non collectif.

En effet la carte de zonage ne fait pas qu'intégrer l'assainissement collectif existant, il prend aussi en compte les projets d'assainissement futurs. Ainsi dans le cadre d'une demande d'urbanisme nous rencontrerons deux cas :

- ✱ Le pétitionnaire se trouve dans une zone d'assainissement collectif et le réseau de collecte des eaux usées existe, l'obligation de la collectivité est d'amener une boîte de branchement en limite de parcelle, l'obligation pour le pétitionnaire est de se raccorder (dans le cas d'une habitation existante une durée de deux ans est autorisée pour le raccordement, article L 1331-1 du code de la santé publique),
- ✱ Le pétitionnaire se trouve dans une zone d'assainissement collectif mais le réseau de collecte ne passe pas encore devant chez lui. Dans ce cas il a l'obligation de s'assainir de manière individuelle en prévoyant un raccordement futur (article L 1331-1 du code de la santé publique).

A titre d'information, nous pouvons rappeler que les dispositions résultant de l'application du présent zonage d'assainissement ne sauraient être dérogoires à celles découlant du Code de la Santé Publique, ni à celles émanant du Code de l'urbanisme ou du Code de la Construction et de l'Habitation.

En conséquence, il en résulte que :

Document annexe au zonage d'assainissement

- ✦ la délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles,
- ✦ qu'un classement en zone d'assainissement collectif ne peut avoir pour effet :
  - ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement,
  - ni d'éviter au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement conforme à la réglementation, dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement,
  - ni de constituer un droit, pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte (les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement des contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L 32-6-1 du Code de l'Urbanisme).

En ce qui concerne les usagers relevant de l'assainissement collectif, ceux-ci ont obligation de raccordement et paiement de la redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien des systèmes collectifs.

A leur égard, on pourra faire une distinction entre :

Le particulier résidant actuellement dans une habitation existante :

- ✦ qui devra à l'arrivée du réseau, faire, à ses frais, son affaire de l'amenée de ses eaux usées à la connexion de branchement au droit du domaine public, ainsi que prendre toutes les dispositions utiles à la mise hors d'état de nuisance de sa fosse devenant inutilisée,
- ✦ et qui, d'autre part, sera redevable auprès de la commune :
  - ✦ d'une contribution au coût du branchement : montant ne pouvant excéder le coût réel des travaux de mise en place d'une canalisation de jonction entre son domaine et le collecteur principal d'assainissement, diminué du montant de subventions éventuelles et majoré de 10 % pour frais d'honoraires et imprévus,
  - ✦ de la redevance assainissement : taxe assise intégralement sur le m<sup>3</sup> d'eau consommé (ou partiellement dans le cadre d'une tarification binôme) et dont le montant contribue au financement des charges du service d'assainissement, à savoir : les dépenses de fonctionnement, les dépenses d'entretien, les intérêts de la dette pour l'établissement et l'entretien des installations ainsi que les dépenses d'amortissement de ces installations.

Le futur constructeur :

- ✦ qui, outre les obligations qui lui sont imputables au même titre et dans les mêmes conditions que celles définies à l'occupant mentionné dans la section précédente, pourra, compte-tenu de l'économie réalisée sur la non-acquisition d'un dispositif



d'assainissement individuel, être assujetti, dans le cadre d'une autorisation de construire, au versement d'une participation qui ne pourra excéder 80 % du coût de fourniture et pose de l'installation individuelle d'assainissement qu'il aurait été amenée à réaliser en l'absence de réseau collectif.



PREFECTURE DE LA GUYANE  
Bureau central du courrier  
03 AVR. 2008  
ARRIVEE  
TRANSMIS A.....

**DOCUMENT DE MISE EN ENQUÊTE PUBLIQUE  
COMMUNE DE ROURA**